

**Question avec demande de réponse orale O-000051/2017
à la Commission**

Article 128 du règlement

Nicola Caputo, Thomas Händel, Isabelle Thomas, Agnieszka Kozłowska-Rajewicz, Gérard Deprez, Robert Rochefort, Ivan Štefanec, Nikolay Barekov, Heinz K. Becker, Lara Comi, Margrete Auken, Victor Negrescu, Lynn Boylan, Jordi Solé, Julie Ward, Damiano Zoffoli, Fabio De Masi, Momchil Nekov, Evelyn Regner, Sergei Stanishev, Jean-Paul Denanot, Enrico Gasbarra, Dietmar Köster, Nikolaos Chountis, Miroslav Poche, Doru-Claudian Frunzulică, Michela Giuffrida, Ramón Jáuregui Atondo, Younous Omarjee, Costas Mavrides, Juan Fernando López Aguilar, Viorica Dăncilă, Peter Kouroumbashev, Eric Andrieu, Renata Briano, Pina Picierno, Clara Eugenia Aguilera García, Luke Ming Flanagan, Romana Tomc, Sofia Sakorafa, Barbara Kappel, Laurențiu Rebega, Georgios Epitideios, Tania González Peñas

Objet: La garantie pour la jeunesse de l'Union

La Cour des comptes européenne a récemment mis en évidence le fait que la garantie pour la jeunesse de l'Union, qui devait permettre de réduire de manière considérable le chômage des jeunes, n'a pas produit les résultats attendus.

Au total, 6,4 milliards d'EUR en provenance des fonds de l'Union ont été alloués au programme pour la période 2014-2020. Toutefois, un rapport de la Cour met en avant une estimation selon laquelle un budget de 21 milliards d'EUR serait nécessaire pour aider chaque personne sans emploi de moins de 25 ans en Europe.

La Commission indique que le chômage des jeunes a légèrement baissé, mais la dure réalité est tout autre: le chômage de long terme gagne du terrain chez les jeunes. Les chiffres relatifs au chômage des jeunes sont faussés par les stages sans débouchés et les contrats temporaires, qui masquent la réelle ampleur du problème.

Compte tenu de ce qui précède, la Commission compte-t-elle:

- accroître le montant de la garantie pour la jeunesse en prévoyant une aide financière supplémentaire au titre du budget de l'Union et du Fonds social européen?
- clarifier la définition d'une offre d'emploi «de qualité» afin que les entreprises ne profitent pas du dispositif pour utiliser les jeunes comme main-d'œuvre à bas coût?
- améliorer la collecte des données et le système de contrôle et d'information du programme, en réalisant une analyse d'impact qui précise ses coûts et avantages escomptés?

Dépôt: 9.6.2017

Transmission: 13.6.2017

Echéance: 20.6.2017